

Bill Clinton joue le ticket avec Hillary

PRIMAIRES AMÉRICAINES

Dans la campagne, l'époux de la candidate joue le chien méchant, rôle généralement dévolu au futur vice-président



De notre correspondant à New York

« PARFOIS, je ne peux dire qui est mon adversaire. » Barack Obama s'adressait à Hillary Clinton, mais pensait à Bill. L'ancien président n'avait-il pas déclenché les hostilités qui ont couvé pendant des semaines avant d'embraser le débat des démocrates lundi soir (nos éditions d'hier) ?

La première étincelle remonte au mois de décembre, sur un plateau de télévision. Lors d'une interview télévisée, Bill Clinton accuse Barack Obama de transformer les chances démocrates de reconquérir la Maison-Blanche en un « *lancer de dés* ». Avant la primaire du New Hampshire, il traite de « *conte de fées* » l'opposition à la guerre en Irak du rival de Hillary (celle-ci avait voté pour). Nouveaux coups de sang lorsque le jeune sénateur noir évoque bizarrement la mémoire de Ronald Reagan ou quand un juge autorise des caucus dans les casinos du Nevada : Bill Clinton, qui n'hésite pas à dénoncer les injustices du système et de la presse, joue le rôle de chien méchant généralement réservé au colistier choisi pour la vice-présidence.

Son ton hargneux n'a pas manqué d'inquiéter les caciques d'un parti habitué à se tirer une balle dans le pied. James Clyburn, le leader noir et représentant très respecté de la Caroline du Sud au Congrès, ne s'est prononcé ni pour Barack Obama ni pour Hillary Clinton dans la primaire de son État samedi, mais il a demandé à Bill de « *se calmer un peu* ». Avant-hier, l'ancien chef de la majorité démocrate au Sénat, Tom Daschle, est sorti de sa retraite pour dénoncer « *le*

genre de tactique auquel Washington a souvent recours : je crois que ça détruit le parti. Au bout du compte, ça nous divise ».

« **Un atout imbattable** »

Même Ted Kennedy s'en est mêlé. Dans la dernière livraison de *Newsweek*, le chroniqueur généralement bien informé, Jonathan Alter, révèle que le sénateur du Massachusetts et son collègue de l'Illinois (l'État dont Obama est sénateur) à la Chambre des représentants, Rahm Emanuel, ont eu des conversations téléphoniques animées avec Bill Clinton, le priant de cesser ses attaques contre le candidat noir. L'article cite un commentaire de Greg Craig, qui avait organisé la défense de l'ancien président menacé de destitution dans l'affaire Monica Lewinsky, mais qui conseille aujourd'hui Obama : « *Si l'équipe de campagne de Hillary n'est pas capable de contrôler Bill, on peut douter que la Maison-Blanche de Hillary y parvienne*. »

Le camp de Hillary ne s'en plaint pas, du moins publiquement : Bill Clinton remue les foules et contribue à remplir les caisses. Sans grand espoir en Caroline du Sud où le vote noir avantage nettement Obama,

la candidate a laissé son époux et sa fille Chelsea continuer à y faire campagne à sa place, pour mieux se concentrer sur les États déterminants de la Californie, du New Jersey où elle tenait deux meetings hier, et de New York où elle participe ce soir à deux levées de fonds : elle espère recueillir 15 millions de dollars avant d'affronter les prochaines primaires, dont celles du « *supermardi* », le 5 février, avec une vingtaine d'États en jeu.

De son côté, Bill Clinton a baissé le ton. À la question d'un jeune démocrate de Caroline du Sud, qui voulait savoir s'il était en accord avec lui-même en faisant barrage à l'élection du premier président noir, il a répondu : « *Oui et non : oui je suis OK, et non je ne lui fais pas barrage ; je pense seulement que Hillary ferait un meilleur président*. »

Bill en fait-il trop ? « *Sur le moment, il semble y aller un peu fort*, admet Michel Harrison, un courtier noir new-yorkais qui participait à une réunion de professionnels de Wall Street pour Hillary Clinton, *mais à plus long terme, elle y gagne, car Bill est une personnalité clé et c'est un atout imbattable*. »

JEAN-LOUIS TURLIN



Le camp de Hillary ne se plaint pas, du moins publiquement, du rôle joué par Bill Clinton : l'ancien président remue les foules et contribue à remplir les caisses. Andy Kropa/Redux-Real

Le républicain Rudy Giuliani bousculé sur ses terres

Les sondages placent le « héros » du 11 Septembre derrière ses principaux concurrents en Floride.

New York

LONGTEMPS Maillot jaune des sondages, l'ancien maire de New York a-t-il eu tort de tout miser sur la Floride ? Plus que jamais, Rudy Giuliani devra gagner la primaire du *Sunshine State*, mardi, pour ne pas être définitivement hors course. Car trois résultats concordants le donnent devancé sur ses propres terres par John McCain.

Dans l'État de New York, c'est par un brutal renversement de ten-

dance que s'est traduit le forfait de Giuliani pour les tout premiers scrutins : la dernière enquête de l'Université Siena le place à 12 points derrière McCain (36 % contre 24), alors qu'en décembre c'est le sénateur de l'Arizona qui comptait... 33 points de retard sur son rival new-yorkais !

Les nouveaux chiffres sont confirmés par une autre étude, réalisée par la chaîne régionale WNBC et l'Université Marist : 34 % des républicains inscrits dans l'État de New York préfèrent McCain, et 23 % seulement Giuliani, soit un écart, là aussi, de deux fois supérieur à la marge d'erreur. Consolation : un troisième sondage, de

Zogby International, met le nouveau favori à portée de fusil en lui accordant seulement 3 points d'avance (24 % contre 21).

Enquêtes défavorables

Il n'empêche : le nouvel ordre d'arrivée présumé montre que, même s'il gagne son pari floridien, Rudy Giuliani devra faire dans son propre État des dépenses publicitaires qu'il n'avait pas prévues, alors qu'il est à court d'argent et que les spots à New York coûtent beaucoup plus cher que dans le Sud. Plus grave : le New Jersey risque aussi de lui échapper.

Le « héros » du 11 Septembre comptait sur son aura pour rester

maître dans sa région, riche en délégués : 101 dans l'État de New York, 52 dans le New Jersey et 30 dans le Connecticut, soit 15 % du nombre nécessaire à l'investiture, qui en font l'un des grands prix du Supermardi et des vingt-deux primaires du 5 février. Mais, la semaine dernière, une enquête du groupe Gannett et de l'Université Monmouth donnait, elle aussi, McCain en tête dans le New Jersey avec 4 points d'avance sur Giuliani, lequel avait, selon la même source, un avantage de 32 points en septembre dernier... Ce n'est pas une défaite en Floride qui le relancerait chez lui.

J.-L. T.



Dans l'État de New York, 34% des républicains préfèrent McCain contre 23% seulement Giuliani (ci-dessus). Ebenhack/AP

Une première mondiale sur Internet

■ À partir du 5 février, les démocrates tiendront sur Internet la première primaire mondiale de l'histoire. Tandis que le même jour, dans la mère patrie, pas moins de 22 États voteront dans le cadre du Super Tuesday, les Américains de l'étranger pourront se prononcer en un clic de souris, qu'ils soient scientifique dans l'Antarctique, militaire en Afghanistan, ou travailleur humanitaire en Afrique. Joe Smallhoover, président de Democrats Abroad en France, se félicite de cette innovation : « *Internet va permettre une démocratisation du processus, en permettant à un plus grand nombre de personnes dans un plus grand nombre de pays de participer*. » Jusqu'alors, les démocrates de l'étranger avaient le choix entre trois options.

1) Voter par correspondance dans leur dernier État de résidence. Mais il leur fallait s'y prendre des semaines à l'avance. Étant donné que de nombreux États ont avancé cette année leur calendrier, l'opération est pratiquement devenue impossible. Lors des élections pour le Congrès de 2006, près d'un million d'Américains de l'étranger avaient récom un bulletin, mais seuls 330 000 votes avaient été enregistrés.

2) Se rendre en personne dans un centre de vote, mais il n'en existe que 110 répartis dans 34 pays. Et quand il s'agit d'un caucus, ces réunions où les sympathisants négocient pendant des heures avant de rallier un candidat, cela suppose une grande disponibilité !

3) Prendre le premier avion pour les États-Unis. Ceux dont l'État d'origine vote par caucus n'avaient pas d'autre choix. Joe Smallhoover espère qu'Internet permettra de « *multiplier la participation par vingt* ». Encore faut-il s'inscrire en ligne avant le 31 janvier (www.demsabroad.org)

Rien de tel chez les républicains, qui n'organisent pas de primaire spécifique pour leurs expatriés.

V. S.

Parmi les quelque 100 000 Américains vivant dans l'Hexagone, seuls les démocrates ont le droit de participer aux primaires en tant qu'expatriés.

À LA MANIÈRE d'un Barack Obama en campagne, John Morris harangue la petite foule massée dans son appartement. Nous sommes à Paris. Pas à Paris, Texas ou à Paris, Maine, mais bien dans la capitale de la France. « *Combien d'entre vous sont indécis ?* » demande Morris. Sur une assemblée d'environ 80 Américains de tendance démocrate, seule une petite dizaine de mains se lèvent. Beaucoup des présents semblent pencher pour Obama. « *Les Américains de l'étranger veulent quelqu'un qui va tendre la main au reste du monde. Nous avons le sentiment que les États-Unis se le sont aliénés* », explique Constance Borde, vice-présidente de Democrats Abroad France.

L'enthousiasme des démocrates de Paris pour le match Clinton-Obama n'a d'égal que l'apa-

thie qui semble caractériser le camp républicain de ce côté de l'Atlantique. Pour les démocrates de France, la question est surtout de savoir où ils vont voter. Question de stratégie. Et s'agissant des élections américaines, la question tourne vite au casse-tête. Ils peuvent, soit participer aux primaires en tant qu'Américains de l'étranger, soit voter dans leur dernier État de résidence. Il y a d'un côté, ceux qui, comme John Morris, un militant pro-Obama, pensent que les Américains de l'étranger doivent parler d'une seule et même voix. Et de l'autre, ceux qui entendent voter utile. Les interrogations fusent dans la salle : « *Où mon vote va-t-il être le plus important ?* »

Chacun y va de sa solution. « *Il me semble que c'est ici que mon vote comptera le plus. Si vous votez à New York, votre vote sera noyé dans la masse*. » Une militante ose : « *Mais est-ce que l'on ne pourrait pas voter deux fois ? Ici et dans notre État d'origine ?* » Rires de l'assemblée. « *Je vous rappelle que c'est un crime !* » tempère Constance Borde.

Ces hésitations soulignent en creux une certitude partagée par bien des Américains de l'étranger : celle que chaque voix va compter. Il y a ici, comme dans la mère patrie, la même envie de reconquérir la Maison-Blanche après huit années de règne républicain. Le même sentiment de vivre un scrutin historique, mettant aux prises, pour la première fois, deux candidats issus des minorités : une femme d'un côté, un Noir de l'autre.

« Nous sommes en première ligne »

Qu'ils soient pro-Clinton ou pro-Obama, ils multiplient les initiatives. Ils se réunissent chaque mois chez les uns et les autres dans des *meet-up*, où l'on vient s'informer sur les modalités de vote, chercher des arguments qui permettront de convaincre son entourage, ou se faire sa propre opinion. Ils participent à des *conference calls*, au cours desquels des militants du monde entier, de Londres à Bangkok, débattent lors de conférences téléphoniques. Ils organisent des *fund-raisers*, desti-

nés à collecter des fonds pour leur champion. Ils débattent lors de *political pubs* des derniers rebondissements dans la campagne outre-Atlantique.

Quelque 100 000 Américains vivent en France, selon l'ambassade des États-Unis. Ils seraient 6 à 7 millions dans le monde, l'équivalent de la population de l'État de Washington, le treizième de l'Union. Pourtant, quand ce dernier enverra 97 délégués à la Convention nationale du parti démocrate, qui se réunira fin août pour désigner son candidat à la Maison-Blanche, ceux de l'étranger n'en éliront que 22, qui compteront pour 11 voix seulement. C'est bien moins que le plus petit des États de la confédération. C'est que les Américains de l'étranger sont une communauté aux contours mouvants, dont les soucis ne sont pas ceux de l'Amérique profonde. Ils sont d'abord confrontés aux effets de la politique étrangère de l'Administration Bush. « *La vérité, c'est que nous sommes en première ligne !* résume Joe Smallhoover. *Chaque fois que j'ouvre la bouche, on veut me parler de*

Bush ! » Un comble pour le président de Democrats Abroad France.

Côté républicain, il n'y a pas de campagne pour l'instant. Car contrairement aux démocrates, dont relèvent dans leur majorité les Américains de l'étranger, ils ne tiennent pas de primaires réservées à leurs expatriés. Question de « *philosophie* », explique George Yates, président de Republicans Abroad France. « *Le but des républicains de l'étranger n'est pas de prendre position pour une personne. Nous ferons campagne derrière le candidat du parti quand il aura été désigné officiellement*. »

Cela n'empêche pas certains sympathisants du Grand Old Party de s'exprimer avec passion, et parfois de solides ambitions : ainsi l'association des amis du parti républicain (FFGOP), qui milite sur son site Web pour que la France reprenne « *sa place aux côtés des démocraties* ».

VALÉRIE SAMSON

Vidéo: les soirées parisiennes des supporters d'Hillary sur www.lefigaro.fr/USA2008